



## **DECLARATION LIMINAIRE DE LA CGT EDUC'ACTION DE L'ACADEMIE DE NICE**

**CSA Académique**

**Rectorat de Nice, le 18 octobre 2023**

Madame La Rectrice, chères et chers collègues,

La CGT Educ'Action de l'Académie de Nice adresse ses plus sincères condoléances à la famille de Dominique Bernard, à ses collègues et à toutes celles et ceux qui ont été touchés par ce drame. Trois ans après la mort de Samuel Paty, à Arras, le terrorisme, le fanatisme religieux, a encore frappé l'Ecole parce qu'elle est un pilier de la République. On ne le rappelle que trop rarement, mais au moins à chaque fois qu'un drame se produit.

Mme La Rectrice, il ne nous paraît pas approprié aujourd'hui de faire une déclaration habituelle balayant l'ordre du jour de ce CSA. Alors, nous allons vous raconter le sentiment des personnels depuis ce 13 octobre. Mais déjà bien avant. Nous n'inventons rien. Les mots sucrés que l'on nous sert depuis vendredi ont un goût très amer car nous n'oublions pas, sous le voile de l'union dans un moment tragique, les humiliations, les contrariétés, le discrédit public, les réformes qui nous épuisent et nous détruisent...etc. Et entre nous, entre collègues, nous savons que ce n'est que quand l'un des nôtres tombe qu'on nous donne quelques considérations. Parce que, depuis la rentrée pour ne pas remonter trop loin, qu'avons-nous vécu ? Un ministre qui répète à l'envie une contre-vérité selon laquelle nous sommes trop absents. Qui prétend nous avoir augmenté avec un Pacte qui demande de travailler plus alors que depuis 73 ans nous n'avons bénéficié d'aucune réduction de temps de travail. Le Pacte, qui justement est un instrument de néo-management oppressif qui soumet les collègues à toutes formes de pressions hiérarchiques. Qui encourage un zèle policier à contrôler les heures non-faites. Qui dévalorise le métier, son sens et l'instruction due aux élèves en prétendant que toute heure d'enseignement est substituable par une heure de garderie réalisée par un autre enseignant ou non-enseignant. Qui individualise les carrières et les rémunérations et affaiblit les protections collectives. Le Pacte qui décourage même les collègues les plus engagés, celles et ceux qui n'ont jamais compté leurs heures et à qui on demande de rendre des comptes parce qu'on les soupçonne de sabotage s'il prévoit une sortie scolaire. Le Ministre qui ajoute que les formations professionnelles auront lieu sur les congés scolaires et qui trahit la parole donnée en juin dernier. Qui va donc allonger de facto et sans contrepartie notre temps de travail. Le Ministre qui ne recule pas devant la réforme du Lycée Professionnels où les collègues claquent des genoux et dorment peu parce qu'ils s'inquiètent du plan social qui les guette.

Vendredi nous avons été sidérés, nous nous sommes demandés si nous devions nous habituer à cela, qu'une Ecole, tellement affaiblie par les pouvoirs politiques depuis deux décennies, fasse de nous des cibles ou des proies faciles. Affaiblie notamment par le peu de moyens qu'on lui donne, avec des effectifs par classe qui gonflent et qui nous interrogent sur notre capacité à bien s'occuper de chaque élève, à bien s'assurer qu'aucun ne parte à la dérive, qu'aucun ne vienne un jour nous retrouver avec un couteau. Lundi, nous nous sommes retrouvés avant 8h puis jusqu'à 10h avant que les classes ne reviennent. Deux heures c'est court. C'est court

pour celles et ceux qui pleurent, c'est court pour une catharsis, c'est court pour se conseiller et se soutenir les uns les autres, c'est court pour être prêt à reprendre les classes dans un état que l'on ignore et où l'on craint d'être déstabilisé. Alors que les demandes des syndicats étaient modestes, une demi-journée, le ministre a ergoté pour donner deux heures (comme s'il s'agissait d'un cadeau). Sans doute parce que c'était mauvais pour le bilan comptable des heures non-faites. Pour le ministre, le premier degré doit vivre sur une autre planète où les enseignants français ne sont pas assassinés. Eux n'ont eu droit à rien. C'est lamentable. Enfin, les minutes de silence organisées ont été poignantes et dignes. Les enfants, eux, sont à la hauteur. Il est toutefois dommage que cette minute de silence n'ait pas été l'occasion de montrer aussi l'unité de la population entière face à ces attaques terroristes. Quand l'École est attaquée, n'est-ce pas tout notre pays qui l'est ? Une minute de silence nationale aurait eu du sens, si l'École doit prendre sa part dans la lutte contre les obscurantismes, elle ne peut être seule laissée au front.

Alors quand la première ministre déclare hier avec Gabriel Attal au collège du Bois-d'Aulne de Conflans : « Nous sommes aux côtés de tous les professeurs et de la communauté éducative » ; nous ne la croyons pas. Elle n'a pas de choix que de le dire. Quand le ministre nous écrit « je mesure l'honneur qui est le mien d'être votre ministre » ; nous ne le croyons pas. Nous ne voulons pas, nous ne voulons plus de déférence, nous voulons du respect. Il y a beaucoup de choses à faire et à réparer. Mais sans doute, lorsque les obsèques de Dominique Bernard seront passées, ils continueront de plus belle leur entreprise néo-libérale de démolition. Il faut qu'ils sachent Mme La Rectrice, dites leurs, la colère est à son paroxysme.

Nous vous demandons de leur dire. Nous vous demandons à vous, deux choses, parce qu'elles relèvent avant tout de la politique que vous choisirez de mener dans les mois qui viennent. La première, c'est de ne pas retomber dans ce travers implicitement accusatoire. Non, nous n'avons pas besoin, nous personnel, de leçons de République et de Laïcité. Et d'ailleurs, nous l'affirmons ici, haut et fort, aucun d'entre nous n'a renoncé à ces idéaux, ni à les enseigner. La deuxième chose, connaissant les tropismes des édiles locaux, ne nous faites pas sombrer dans la tentation du sécuritaire. Ne céder pas à l'assouvissement des vieux fantasmes de ces élus. D'abord, parce que concrètement, la vidéosurveillance, les détecteurs de métaux, la reconnaissance faciale ne sont pas des freins à la détermination des obscurantistes. Ensuite parce ce n'est pas la société ouverte, tolérante, émancipatrice et libre que doit défendre l'École. C'est moins rapide et moins spectaculaire mais notre solution c'est l'Éducation avec du respect, du temps et de l'apaisement pour celles et ceux qui la font tous les jours dans leur classe et des moyens humains plus nombreux.

*Olivier GERARD et Olivier CLERC  
Pour la CGT Educ'Action*